

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/205716]

10 OCTOBRE 2013. — Décret modifiant certaines dispositions du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé relatives au transport médico-sanitaire

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Le chapitre IV du Titre 2 du Livre VI de la deuxième partie de la partie décrétable du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé est abrogé et est remplacé par ce qui suit :

« Chapitre IV. — *Transport médico-sanitaire*

Section 1^{er}. — Définitions et dispositions générales

Art. 680. § 1^{er} Au sens du présent chapitre, on entend par :

1^o transport médico-sanitaire : tout transport effectué contre rémunération, par route, en ambulance ou en véhicule sanitaire léger, par un personnel qualifié, à l'exception des transports visés par la loi du 8 juillet 1964 relative à l'aide médicale urgente;

2^o patient : personne physique qui utilise un transport médico-sanitaire adapté à son état de santé pour se rendre chez un prestataire de soins ou le quitter;

3^o véhicule sanitaire léger : tout véhicule utilisé pour le transport sanitaire de patients qui ne nécessitent ni de surveillance médicale, ni la position couchée, adapté ou non au transport de personnes à mobilité réduite;

4^o ambulance : véhicule aménagé et équipé pour le transport de patient couché ou nécessitant une surveillance médicale dans la cellule sanitaire;

5^o ambulancier : toute personne ayant les qualifications visées à l'article 687, 4^o, qui pratique le transport médico-sanitaire;

6^o service de transport médico-sanitaire : service organisé à des fins de transport médico-sanitaire en région de langue française;

7^o exploitant : toute personne physique ou morale qui exploite un service de transport médico-sanitaire disposant d'un agrément à durée indéterminée ou à titre provisoire en vertu du présent chapitre.

§ 2. Le Gouvernement arrête la liste des prestataires de soins visés au § 1^{er}, 2^o.

Art. 681. Tout service de transport médico-sanitaire dont le siège social se situe en région de langue française est agréé en vertu du présent chapitre.

Tout service de transport médico-sanitaire dont le siège social se situe en dehors de la région de langue française mais au sein de l'Union européenne et qui dispose d'un agrément délivré par l'autorité compétente du territoire sur lequel son siège social se situe, ou d'un titre équivalent, est autorisé à exercer ses activités en région de langue française aux mêmes conditions que les services visés à l'article 680, 7^o.

Section 2. — Agrément

Art. 682. L'agrément est octroyé par le Gouvernement pour une durée indéterminée.

L'octroi de l'agrément est conditionné au respect des normes de fonctionnement visées à la section 3. Si certaines de ces normes ne peuvent être remplies qu'en cours de fonctionnement, l'exploitant s'engage à y répondre, selon les modalités et dans un délai fixé par le Gouvernement.

Le Gouvernement fixe les procédures d'octroi, de suspension, de refus, de retrait d'agrément et de fermeture d'urgence des services de transport médico-sanitaire.

Le Gouvernement fixe les règles de recevabilité et de composition du dossier de demande d'agrément.

Art. 683. L'exploitant ayant introduit une demande d'agrément recevable et complète bénéficie d'un agrément provisoire de fonctionner jusqu'à ce qu'il soit statué sur sa demande sans préjudice des dispositions légales applicables au transport rémunéré de personnes par véhicules automobiles.

Pour bénéficier d'un agrément provisoire de fonctionner, l'exploitant ne doit pas avoir fait l'objet d'un refus ou d'un retrait d'agrément.

Art. 684. L'exploitant qui suspend ou cesse ses activités de transport médico-sanitaire en informe immédiatement le Gouvernement, selon les modalités fixées par celui-ci.

Section 3. — Normes de fonctionnement

Sous-section 1^{er}. — Dispositions générales

Art. 685. § 1^{er}. Tout véhicule affecté à une mission de service de transport médico-sanitaire satisfait aux normes en vertu du présent chapitre et aux exigences fixées par le Gouvernement.

§ 2. L'exploitant est le propriétaire des véhicules utilisés dans le cadre du service de transport médico-sanitaire sauf :

1^o lorsqu'un véhicule fait l'objet d'un contrat de vente à tempérament, d'un contrat de location-financement ou de location-vente;

2^o lorsqu'un véhicule est momentanément indisponible par la suite d'un accident, de panne mécanique, d'incendie ou de vol.

L'usage du véhicule de remplacement ou du véhicule faisant l'objet d'un contrat de vente à tempérament, d'un contrat de location-financement ou de location-vente donne lieu à une déclaration préalable à sa mise en service auprès du Gouvernement, selon les modalités définies par celui-ci.

Sous-section 2. — Normes de fonctionnement des services de transport médico-sanitaire par ambulance

Art. 686. Tout transport médico-sanitaire par ambulance nécessite la présence de deux ambulanciers, dont l'un dans la cellule sanitaire, au chevet du patient.

Toutefois, lorsque l'état du patient nécessite l'utilisation d'une ambulance de type B ou C, la présence d'un médecin ou d'un infirmier est requise au chevet du patient. Dans ce cas, la présence du second ambulancier n'est pas obligatoire.

Art. 687. Tout transport médico-sanitaire par ambulance répond aux critères définis par le Gouvernement concernant :

1° les prix minimum et maximum des transports, en considérant le coût de la prise en charge, le nombre de kilomètres parcourus et la manière de la fixer, les suppléments;

2° la communication et l'affichage des tarifs;

3° les mentions devant figurer sur la facture;

4° les qualifications requises des ambulanciers, les équivalences à ces qualifications et la formation continuée obligatoire, sans préjudice des dispositions prévues par l'arrêté royal du 2 juillet 2009 établissant la liste des professions paramédicales;

5° la traçabilité des transports;

6° les conditions d'hygiène;

7° les modalités de collaboration avec un pharmacien;

8° les moyens logistiques et humains nécessaires pour garantir un transport approprié en fonction de l'état de santé du patient;

9° l'existence des assurances relatives aux véhicules et au personnel;

10° les caractéristiques extérieures, visuelles et sonores des véhicules.

L'équipement technique de chaque type d'ambulance est conforme à la norme EN 1789.

Sous-section 3. — Normes de fonctionnement des services de transport médico-sanitaire par véhicule sanitaire léger

Art. 688. Tout transport médico-sanitaire par véhicule sanitaire léger répond aux critères définis par le Gouvernement concernant :

1° les prix minimum et maximum des transports, en considérant le coût de la prise en charge, le nombre de kilomètres parcourus et la manière de la fixer, les suppléments;

2° la communication et l'affichage des tarifs;

3° les mentions devant figurer sur la facture;

4° les qualifications requises du personnel, les équivalences à ces qualifications et la formation continuée obligatoire;

5° la traçabilité des transports;

6° les conditions d'hygiène;

7° l'équipement sanitaire des véhicules sanitaires légers;

8° l'équipement technique des véhicules sanitaires légers;

9° l'existence des assurances relatives aux véhicules et au personnel;

10° les caractéristiques extérieures et visuelles des véhicules.

Section 4. — Contrôles et sanctions

Sous-section 1^{er}. — Contrôles

Art. 689. § 1^{er}. Le Gouvernement désigne les agents chargés de veiller au respect des dispositions du présent chapitre et de ses dispositions exécutoires.

§ 2. Ils peuvent, dans l'exercice de leurs missions :

1° procéder à tout examen, contrôle, enquête et recueillir toute information qu'ils estiment nécessaire, notamment :

a) interroger toute personne sur tout fait dont la connaissance est utile à l'exercice du contrôle du respect des normes visées par le présent chapitre;

b) se faire produire ou rechercher tout document utile à l'accomplissement de leur mission, en prendre copie ou l'emporter contre récépissé;

2° pénétrer dans les locaux du service de transport médico-sanitaire, dans les ambulances ou dans les véhicules sanitaires légers.

Ils peuvent recourir à la force publique pour l'exercice de leurs missions.

§ 3. Ils dressent des procès-verbaux de constatation qui valent jusqu'à preuve du contraire.

Une copie du procès-verbal est notifiée au contrevenant dans un délai de quinze jours qui suit le jour du constat des faits.

Sous-section 2. — Sanctions et amendes

A. Fermeture d'urgence, suspension, refus et retrait

Art. 690. En cas de non-respect du présent chapitre, le Gouvernement peut procéder à la suspension, au refus ou au retrait de l'agrément selon les conditions qu'il fixe.

Si un manquement grave visé à l'alinéa 1^{er}, susceptible de porter préjudice à la santé ou à la sécurité des patients est constaté, le Gouvernement procède à la fermeture urgente du service de transport médico-sanitaire.

L'agrément du service de transport médico-sanitaire par véhicule sanitaire léger est suspendu de plein droit si l'autorisation d'exploiter délivrée en vertu des dispositions relatives aux services de taxis collectifs du décret du 18 octobre 2007 relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur est arrivée à échéance, n'est pas renouvelée dans le délai prescrit, est suspendue ou a fait l'objet d'un retrait.

B. Sanctions pénales

Art. 691. § 1^{er}. Sont punis d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 1.000 à 10.000 euros, ou d'une de ces peines seulement, les personnes qui exercent une activité de transport médico-sanitaire sans être titulaire d'un agrément, ou à la suite d'un retrait d'agrément ou d'une fermeture d'urgence.

Sont punis d'un emprisonnement de quinze jours à six mois et d'une amende de 100 à 1.000 euros, ou d'une de ces peines seulement, ceux qui contreviennent aux normes visées à la section 3 du présent chapitre.

§ 2. Les cours et tribunaux pourront interdire au condamné en vertu du § 1^{er} de gérer un service de transport médico-sanitaire soit lui-même, soit par personne interposée. Cette interdiction ne pourra excéder dix ans.

C. Sanctions administratives

Art. 692. § 1^{er}. Est passible d'une amende administrative :

1^o l'exploitant qui fait une fausse déclaration, une déclaration incomplète ou omet de faire une déclaration quant aux obligations prévues par ou en vertu du présent chapitre;

2^o l'exploitant qui entrave l'exercice des missions des agents visés à l'article 690, § 1^{er};

3^o l'exploitant qui ne donne pas suite aux injonctions du Gouvernement dans le délai qui lui est imparti.

§ 2. L'amende administrative est fixée à :

1^o 2.000 euros pour les infractions visées au § 1^{er}, 1^o;

2^o 1.000 euros pour les infractions visées au § 1^{er}, 2^o;

3^o 500 euros pour les infractions visées au § 1^{er}, 3^o.

§ 3. En cas de récidive dans l'année de la constatation de l'infraction, les montants visés ci-avant sont doublés.

§ 4. Le Gouvernement désigne un fonctionnaire chargé d'infliger les amendes administratives au sein de la Direction générale opérationnelle Pouvoirs locaux, Action sociale et Santé.

Le fonctionnaire désigné notifie l'amende administrative au gestionnaire concerné dans le mois de sa décision.

Elle est payable dans les deux mois de la notification, au compte général des recettes du Service public de Wallonie.

§ 5. Le Gouvernement définit la procédure de recouvrement d'office en cas de non-paiement dans le délai imparti.

Section 5. — Rapport d'activités

Art. 693. Les services de transport médico-sanitaire agréés communiquent au Gouvernement un rapport d'activités annuel reprenant les données quantitatives, qualitatives et financières relatives à leurs activités selon le modèle établi par le Gouvernement.

Sur la base de l'ensemble des rapports transmis, le Gouvernement élabore une synthèse de l'activité du transport médico-sanitaire au sein de la région de langue française et la présente au Parlement wallon en fin de législature.

Art. 3. L'article 714 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 714. Tout service de transport médico-sanitaire titulaire d'un agrément en vertu du décret du 29 avril 2004 introduit une demande d'agrément recevable et complète dans les six mois de l'entrée en vigueur du chapitre 4 du titre 2 du Livre VI de la deuxième partie de la partie décrétable du présent Code.

A défaut, il n'est plus agréé au terme de la période précitée.

Dès l'introduction de la demande visée à l'alinéa 1^{er}, conformément à la section 2 du Chapitre 4 du Titre 2 du Livre VI de la deuxième partie de la partie décrétable du Code, le service peut continuer à exercer ses activités jusqu'au jour où il est statué quant à son agrément à durée indéterminée. ».

Art. 4. L'article 715 est abrogé.

Art. 5. L'article 716 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 716. Par dérogation à l'article 687, alinéa 2, du Code et sans préjudice de la norme EN 1789, les ambulances en activité au sein d'un service de transport médico-sanitaire agréé au jour de l'entrée en vigueur du chapitre 4 du titre 2 du Livre 6 de la deuxième partie de la partie décrétable du présent Code restent soumises aux normes techniques telles qu'elles étaient définies par ou en vertu du décret du 29 avril 2004 relatif au transport médico-sanitaire et de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mai 2005 portant application du décret du 29 avril 2004 relatif au transport médico-sanitaire. ».

Art. 6. Les articles 717, 718 et 719 sont abrogés.

Art. 7. Le décret du 29 avril 2004 relatif à l'organisation du transport médico-sanitaire est abrogé.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 10 octobre 2013.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,

A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,

J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,

P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,

Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

C. DI ANTONIO

—
Note

(1) *Session 2012-2013.*

Documents du Parlement wallon, 851 (2012-2013) N^{os} 1 à 6.

Compte rendu intégral, séance plénière du 9 octobre 2013.

Discussion.

Vote.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/205716]

10 OKTOBER 2013. — Decreet tot wijziging van sommige bepalingen van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid betreffende het medisch-sanitair vervoer al dan niet aangepast

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt een in artikel 128, § 1, van de Grondwet bedoelde aangelegenheid, overeenkomstig artikel 138 ervan.

Art. 2. Hoofdstuk IV, van Titel 2, van Boek VI, Deel II, van het decreetaal deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid wordt opgeheven en vervangen als volgt :

*“Hoofdstuk IV. — Medisch-sanitair vervoer**Afdeling 1. — Begripsomschrijving en algemene bepalingen*

Art. 680. § 1. In de zin van dit hoofdstuk wordt verstaan onder :

1° medisch-sanitair vervoer : elk vervoer dat tegen bezoldiging over de weg en per ambulance of met een lichte ziekenwagen uitgevoerd wordt door gekwalificeerd personeel, met uitzondering van het vervoer bedoeld in de wet van 8 juli 1964 betreffende de dringende geneeskundige hulpverlening;

2° patiënt : natuurlijke persoon die een aan zijn gezondheidstoestand aangepast medisch-sanitair vervoer gebruikt om zich naar een medische hulpverlener te begeven of om van erbij weg te gaan;

3° lichte ziekenwagen : elk voertuig dat gebruikt wordt voor het sanitair vervoer van patiënten die geen medisch toezicht nodig hebben en niet moeten liggen, en dat al dan niet aangepast is aan het vervoer van personen met beperkte beweeglijkheid;

4° ambulance : voertuig ingericht en uitgerust voor het vervoer van liggende patiënten of van patiënten die een bijzonder medisch toezicht nodig hebben in de sanitaire cel;

5° ambulancier : elke persoon die beschikt over de bevoegdheden bedoeld in artikel 687, 4°, om medisch-sanitair vervoer te verrichten;

6° dienst voor medisch-sanitair vervoer : dienst die voor het medisch-sanitair vervoer in het Franse taalgebied wordt georganiseerd;

7° exploitant : elke natuurlijke of rechtspersoon die een dienst voor medisch-sanitair vervoer die krachtens dit hoofdstuk voor een onbepaalde duur of voorlopig wordt erkend, uitbaat.

§ 2. De Regering bepaalt de lijst van de medische hulpverleners bedoeld in § 1, 2°.

Art. 681. Elke dienst voor medisch-sanitair vervoer waarvan de bedrijfszetel in het Franse taalgebied gelegen is, wordt krachtens dit hoofdstuk erkend.

Elke dienst voor medisch-sanitair vervoer waarvan de bedrijfszetel buiten het Franse taalgebied maar binnen de Europese Unie is gelegen en die beschikt over een erkenning toegekend door de bevoegde overheid van het grondgebied waarin zijn bedrijfszetel is gelegen, of over een gelijkwaardige titel, mag zijn activiteiten in het Franse taalgebied uitoefenen onder dezelfde voorwaarden als voor de diensten bedoeld in artikel 680, 7°.

Afdeling 2. — Erkenning

Art. 682. De erkenning wordt voor een onbepaalde duur door de Regering toegekend.

De toekenning van de erkenning wordt onderworpen aan de naleving van de werkingsnormen bedoeld in afdeling 3. Als sommige van die normen slechts tijdens de werking vervuld kunnen worden, verbindt de exploitant zich ertoe om eraan te voldoen volgens de modaliteiten en de termijn bepaald door de Regering.

De Regering bepaalt de procedures voor de toekenning, de schorsing, de weigering, de intrekking van de erkenning en voor de dringende sluiting van de diensten voor medisch-sanitair vervoer.

De Regering bepaalt de regels betreffende de ontvankelijkheid en de samenstelling van het dossier m.b.t. de erkenningsaanvraag.

Art. 683. De exploitant die een ontvankelijke en volledige erkenningsaanvraag heeft ingediend, geniet een voorlopige werkingserkenning totdat over zijn aanvraag wordt beslist onverminderd de wettelijke bepalingen die van toepassing zijn op het bezoldigde vervoer van personen met autovoertuigen.

Om in aanmerking te komen voor een werkingserkenning, moet de exploitant niet het voorwerp hebben uitgemaakt van een weigering of een intrekking van de erkenning.

Art. 684. De exploitant die zijn activiteiten inzake medisch-sanitair vervoer schorst of staakt, moet er de Regering onmiddellijk over inlichten volgens de door haar bepaalde modaliteiten.

*Afdeling 3. — Werkingsnormen**Onderafdeling 1. — Algemene bepalingen*

Art. 685. § 1. Elk voertuig dat gebruikt wordt voor een opdracht van medisch-sanitair vervoer voldoet aan de normen krachtens dit hoofdstuk en aan de eisen bepaald door de Regering.

§ 2. De exploitant is de eigenaar van de voertuigen gebruikt in het kader van de dienst voor medisch-sanitair vervoer behalve :

1° wanneer een voertuig het voorwerp uitmaakt van een verkoopovereenkomst op afbetaling, een leasingovereenkomst of een huurkoopovereenkomst;

2° wanneer een voertuig tijdelijk niet beschikbaar is ten gevolge van een ongeval, een ernstig mechanisch defect, brand of diefstal.

Het gebruik van een vervangingsvoertuig of van het voertuig dat het voorwerp uitmaakt van een verkoopovereenkomst op afbetaling, een leasingovereenkomst of een huurkoopovereenkomst moet vóór de inbedrijfstelling ervan aangegeven worden bij de Regering volgens de door haar bepaalde modaliteiten.

Onderafdeling 2. — Werkingsnormen van de diensten voor medisch-sanitair vervoer per ambulance

Art. 686. Elk medisch-sanitair vervoer per ambulance vereist de aanwezigheid van twee ambulanciers, de ene in de sanitaire cel, de andere aan het bed van de patiënt.

Wanneer voor een vervoer het gebruik van een ambulance van type B of C evenwel vereist is, is de aanwezigheid van een dokter en/of een verpleger aan het bed van de patiënt vereist. In dat geval is de aanwezigheid van de tweede ambulancier niet verplicht.

Art. 687. Elk medisch-sanitair vervoer per ambulance voldoet aan de door de Regering bepaalde criteria betreffende :

1° de maximumprijs van de ritten, met inachtneming van de kosten voor de tenlasteneming, het aantal afgelegde kilometers en de wijze waarop het berekend wordt, de toeslagen;

2° de communicatie en het aanplakken van de tarieven;

3° de gegevens die op de factuur vermeld moeten staan;

4° de vereiste kwalificaties van de ambulanciers, de titels van gelijkwaardigheid met die kwalificaties en de verplichte voortgezette opleiding onverminderd de bepalingen bedoeld in het koninklijk besluit van 2 juli 2009 tot vaststelling van de lijst van de paramedische beroepen;

5° de traceerbaarheid van de ritten;

6° de hygiëne;

7° de modaliteiten voor de samenwerking met een apotheker;

8° de nodige logistieke en menselijke middelen om een vervoer te waarborgen dat aan de gezondheidstoestand van de patiënt beantwoordt;

9° de voertuigen en personeelsverzekeringen;

10° de kenmerken op de buitenkant, het uitzicht en het geluid van de voertuigen.

De technische uitrusting van elk type ambulance stemt overeen met norm EN 1789.

Onderafdeling 3. — Werkingsnormen van de diensten voor medisch-sanitair vervoer per lichte ziekenwagen

Art. 688. Elk medisch-sanitair vervoer per lichte ziekenwagen voldoet aan de door de Regering bepaalde criteria betreffende :

1° de maximumprijs van de ritten, met inachtneming van de kosten voor de tenlasteneming, het aantal afgelegde kilometers en de wijze waarop het berekend wordt, de toeslagen;

2° de communicatie en het aanplakken van de tarieven;

3° de gegevens die op de factuur vermeld moeten staan;

4° de vereiste kwalificaties van het personeel, de titels van gelijkwaardigheid met die kwalificaties en de verplichte voortgezette opleiding;

5° de traceerbaarheid van de transporten;

6° de hygiëne;

7° de sanitaire uitrusting van de lichte ziekenwagen;

8° de technische uitrusting van de lichte ziekenwagen;

9° de voertuigen en personeelsverzekeringen;

10° de kenmerken op de buitenkant, het uitzicht en het geluid van de voertuigen.

Afdeling 4. — Controles en sancties

Onderafdeling 1. — Controles

Art. 689. § 1. De Regering wijst de personeelsleden aan die zullen toezien op de naleving van de bepalingen van dit hoofdstuk en van de uitvoeringsbepalingen ervan.

§ 2. Bij het vervullen van hun opdrachten kunnen ze :

1° alle controles en onderzoeken verrichten en alle inlichtingen inwinnen die zij nodig achten, met name :

a) elke persoon ondervragen over elk feit waarvan de kennis nuttig is voor het uitvoeren van de controle op de naleving van de normen bedoeld in dit hoofdstuk;

b) zich elk nuttig document laten overmaken of elk nuttig document zoeken voor de voltooiing van hun opdracht, er een afschrift van nemen of het tegen ontvangstbewijs meenemen;

2° de lokalen van de dienst voor medisch-sanitair vervoer, de ambulances of de lichte ziekenwagen betreden.

Ze mogen een beroep doen op de openbare macht om hun opdrachten te vervullen.

§ 3. Ze maken processen-verbaal van vaststelling op die gelden tot het tegendeel bewezen is.

Een afschrift van het proces-verbaal wordt aan de overtreder betekend binnen een termijn van vijftien dagen na de vaststelling van de feiten.

Onderafdeling 2. — Sancties en boetes

A. Dringende sluiting, schorsing en intrekking

Art. 690. Bij niet-naleving van dit hoofdstuk kan de Regering overgaan tot de schorsing, de weigering of de intrekking van de erkenning volgens de door haar bepaalde voorwaarden.

Bij vaststelling van een ernstige overtreding bedoeld in het eerste lid, die schadelijk kan zijn voor de gezondheid of de veiligheid van de patiënten, gaat de Regering tot de dringende sluiting van de dienst voor medisch-sanitair vervoer over.

De erkenning van de dienst voor het medisch-sanitair vervoer met een lichte ziekenwagen wordt van rechtswege gestort indien de uitbatingsvergunning toegekend krachtens de bepalingen betreffende de collectieve taxidiensten van het decreet van 18 oktober 2007 betreffende de taxidiensten en de diensten van verhuur van wagens met chauffeur niet hernieuwd wordt binnen de voorgeschreven termijn, geschorst wordt of ingetrokken is.

B. Strafrechtelijke sancties

Art. 691. § 1. Degenen die een activiteit van medisch-sanitair vervoer uitoefenen zonder erkenning of ten gevolge van een intrekking van de erkenning of van een dringende sluiting, worden gestraft met drie maanden tot twee jaar opsluiting en met een boete van 1.000 à 10.000 euro of slechts met één van die straffen.

Degenen die de normen bedoeld in afdeling 3 van dit hoofdstuk overtreden, worden gestraft met veertien dagen tot zes maanden opsluiting en met een boete van 100 tot 1.000 euro of met één van die straffen.

§ 2. De hoven en de rechtbanken kunnen krachtens § 1 de veroordeelde verbieden, hetzij persoonlijk, hetzij via een tussenpersoon, een dienst voor medisch-sanitair vervoer te beheren. Dat verbod mag niet langer duren dan tien jaar.

C. Administratieve sancties

Art. 692. § 1. Gestraft wordt met een administratieve geldboete :

1° de exploitant die een valse of onvolledige aangifte doet of verzuimt een aangifte te doen i.v.m. de verplichtingen bepaald bij of krachtens dit hoofdstuk;

2° de exploitant die de uitoefening van de opdrachten van de personeelsleden bedoeld in artikel 690, § 1 verhindert;

3° de exploitant die geen gevolg geeft aan de bevelen van de Regering binnen de hem opgelegde termijn.

§ 2. De administratieve geldboete wordt vastgesteld op :

1° 2.000 euro voor de overtredingen waarvan sprake in § 1, 1°;

2° 1.000 euro voor de overtredingen waarvan sprake in § 1, 2°;

3° 500 euro voor de overtredingen waarvan sprake in § 1, 3°.

§ 3. Bij herhaling binnen het jaar volgend op de vaststelling van de overtreding, worden de hierboven bedoelde bedragen verdubbeld.

§ 4. De Regering wijst een ambtenaar aan die met het opleggen van de administratieve boeten binnen het Operationeel Directoraat-generaal Plaatselijke Besturen, Sociale Actie en Gezondheid belast wordt.

De aangewezen ambtenaar betekent de administratieve boete aan de betrokken beheerder binnen de maand na de beslissing ervan.

De geldboete moet betaald worden binnen twee maanden na de kennisgeving aan de algemene rekening der ontvangsten van de Waalse Overheidsdienst.

§ 5. De Regering legt de procedure vast voor de ambtshalve inning bij niet-betaling binnen de opgelegde termijn.

Afdeling 5. — Activiteitenverslag

Art. 693. De erkende diensten voor medisch-sanitair vervoer maken een jaarlijks activiteitenverslag met de kwantitatieve, kwalitatieve en financiële gegevens betreffende hun activiteiten aan de Regering over volgens het door haar bepaalde model.

Op grond van het geheel van de overgemaakte verslagen maakt de Regering een samenvatting van de activiteit van het medisch-sanitair vervoer binnen het Franse taalgebied op en dient ze bij het Waalse Parlement aan het einde van de legislatuur in.

Art. 3. Artikel 714 wordt vervangen als volgt :

"Art. 714. Elke dienst voor medisch-sanitair vervoer die krachtens het decreet van 29 april 2004 houder is van de erkenning, dient een ontvankelijke en volledige erkenningsaanvraag in binnen zes maanden na de inwerkingtreding van hoofdstuk 4 van titel 2 van Boek VI van Deel II van het decreetaal deel van dit Wetboek.

Zo niet wordt hij aan het einde van bovenvermelde periode niet meer erkend.

Onmiddellijk vanaf de indiening van de in het eerste lid bedoelde aanvraag kan de dienst overeenkomstig afdeling 2 van hoofdstuk 4 van Titel 2 van Boek VI van Deel II van het decreetaal deel van het Wetboek zijn activiteiten verder uitoefenen tot de dag waarop beslist wordt over zijn erkenning met onbepaalde duur."

Art. 4. Artikel 715 wordt opgeheven.

Art. 5. Artikel 716 wordt vervangen als volgt :

"Art. 716. In afwijking van artikel 687, tweede lid, van het Wetboek en onverminderd norm EN 1789 blijven de ambulances die in activiteit zijn in de dienst voor medisch-sanitair vervoer die erkend is de dag van inwerkingtreding van hoofdstuk 4 van titel 2, Boek 6, Deel II, van het decreetaal deel van dit Wetboek, onderworpen aan de technische normen zoals bepaald bij of krachtens het decreet van 29 april 2004 betreffende het medisch-sanitair vervoer en het besluit van de Waalse Regering van 12 mei 2005 houdende uitvoering van het decreet van 29 april 2004 betreffende het medisch-sanitair vervoer."

Art. 6. De artikelen 717, 718 en 719 worden opgeheven.

Art. 7. Het decreet van 29 april 2004 betreffende de organisatie van het medisch-sanitair vervoer wordt opgeheven.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 10 oktober 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

Nota

(1) *Zitting 2012-2013.*

Stukken van het Waals Parlement, 851 (2012-2013) Nrs. 1 tot 6.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 9 oktober 2013.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/205647]

10 OCTOBRE 2013. — Décret visant à promouvoir la prise en compte des personnes en situation de handicap dans le cadre d'un contrat de gestion ou de leurs obligations d'information (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent décret, on entend par :

1^o « contrat de gestion » : la convention passée entre le Gouvernement et l'organe de gestion d'un organisme visé à l'article 3 du présent décret, en vue de définir les règles et conditions spéciales en vertu desquelles cet organisme exerce ses missions de service public;

2^o « Gouvernement » : le Gouvernement de la Région wallonne;

3^o « Agence » : l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées.

Art. 3. Le présent décret s'applique aux organismes suivants :

§ 1^{er}.

1. l'Agence wallonne à l'Exportation;
2. l'Agence wallonne des Télécommunications;
3. le Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie;
4. l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi;
5. l'Office for Foreign Investors in Wallonia;
6. le Port autonome du Centre et de l'Ouest;
7. le Port autonome de Charleroi;
8. le Port autonome de Liège;
9. le Port autonome de Namur;
10. la Société publique d'Aide à la Qualité de l'Environnement;
11. la Société publique de Gestion de l'Eau;
12. la Société régionale wallonne du Transport public de Personnes et ses sociétés d'exploitation;
13. la Société wallonne des Aéroports;
14. la Société wallonne du Crédit social;
15. la Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures;